



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 3494

Texte de la question

ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Pierre Gosnat, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Pierre Gosnat. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, ce mardi est une journée de mobilisation sans précédent (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) : plus d'un enseignant sur deux est en grève, dans le public comme dans le privé. Professeurs, parents d'élèves, étudiants défilent en front uni pour dire : stop à votre politique, stop à la casse de l'éducation nationale. Ensemble, ils dénoncent les 80 000 suppressions de poste intervenues depuis 2007 - dont 16 000 cette année, alors que nous comptons 40 000 élèves supplémentaires. Avec votre majorité, vous avez organisé le plus grand plan social de notre pays ! Les conséquences en sont désastreuses, comme le confirme le dernier rapport de l'OCDE : baisse des investissements en matière d'éducation ; taux d'encadrement des élèves le plus faible de la zone euro ; salaires des enseignants bien inférieurs à la moyenne européenne ; suppression des RASED ; accroissement des inégalités scolaires - sur ce point, la France se classe trente-troisième sur trente-quatre ! Voilà votre bilan, celui qu'ont sanctionné les grands électeurs dimanche dernier ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

C'est pourquoi les députés communistes, républicains et du parti de gauche déposeront une demande de commission d'enquête sur les conséquences de votre politique sur notre système éducatif. D'ores et déjà, nous exigeons l'arrêt de la RGPP, le recrutement massif d'enseignants et la mise en oeuvre de réformes garantissant l'école pour tous.

Monsieur le ministre, enseignants, parents d'élèves et élus locaux vous somment de les écouter ! Avec votre politique, c'est l'avenir de nos enfants que vous hypothéquez et le socle de notre république que vous menacez. Il faut que cela cesse maintenant ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur le député, j'entends les inquiétudes qui s'expriment sur l'avenir de notre école, dans le cadre de la journée que vous évoquez. Je voudrais y répondre avec force, mais sans polémique.

Je ne pense pas que la réponse aux problèmes que connaît aujourd'hui l'éducation nationale se formule en termes de moyens. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Vous avez cité à juste titre l'enquête de l'OCDE parue il y a quelques jours, mais vous avez omis de signaler qu'il ressort de cette enquête très précise que la France continue d'investir 6 % de son PIB dans l'éducation nationale, c'est-à-dire plus que la moyenne de l'OCDE - 5,9 % - et que la moyenne des pays de l'Union européenne - 5,5 %. Les moyens sont donc là, monsieur le député !

Vous oubliez également de rappeler que nous avons aujourd'hui une dépense par élève de 80 % plus élevée qu'elle ne l'était au début des années 1980. Vous citez le nombre de professeurs, sans rappeler qu'il est supérieur aujourd'hui à ce qu'il était il y a vingt ans, alors que nous avons 500 000 élèves de moins ! S'il suffisait donc d'y mettre les moyens, nous serions les champions du monde en matière de résultats scolaires. (" *Très bien !* " *sur les bancs du groupe UMP.*)

Mais la réponse n'est pas dans l'injection perpétuelle de moyens supplémentaires ; elle est dans la manière dont ces moyens sont engagés : la lutte individualisée contre les décrochages scolaires mise en place lors de cette

rentrée ; les 10 000 places d'internat d'excellence pour les élèves issus de milieu défavorisé ; l'augmentation de 13 % des crédits pour l'accueil des enfants handicapés. C'est comme cela que nous obtiendrons des résultats. Cette politique commence d'ailleurs à porter ses fruits dans votre département, le Val-de-Marne, puisque l'on y constate une progression de six points dans les évaluations de français réalisées au CE1 au printemps dernier. Donc, de grâce, monsieur le député, cessez vos caricatures sur l'éducation nationale ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Gosnat](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3494

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 septembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 septembre 2011